

KV

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 39.919/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Mobilité, le 21 février 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant les arrêtés royaux des 24 mars 1997, 19 juillet 2000 et 22 décembre 2003 relatifs à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions", a donné le 20 mars 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Préambule

Alinéa 2

La loi du 10 août 1960 portant approbation de l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR) et ses Annexes, signés à Genève, le 30 septembre 1957, ne procure pas de fondement légal au projet.

L'alinéa 2 qui la vise doit, par conséquent, être omis.

Alinéa 5 (devenant 4)

À l'alinéa 5 (devenant l'alinéa 4) du préambule, il convient de viser l'article 34 de la loi du 3 mai 1999 relative au transport de choses par route, et non l'article 32.

Alinéa 6

L'article 11 de l'arrêté royal du 9 mars 2003 relatif au transport de marchandises dangereuses par route, à l'exception des marchandises explosibles et radioactives, ne peut procurer de fondement légal au projet et n'est pas modifié par ce dernier.

L'alinéa 6 qui le vise sera par conséquent omis.

.../...

Dispositif

Article 1^{er}

1. L'article 3 de l'arrêté royal du 24 mars 1997 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation d'infractions en matière de transport par route de marchandises dangereuses, à l'exception des matières explosibles et radioactives, a été modifié par l'arrêté royal du 11 décembre 2001.

La phrase introductive sera corrigée en ce sens.

2. L'article 3 en projet contient deux alinéas dont le premier est divisé en un 1° et un 2°. Il y a lieu d'identifier correctement le texte modifié.

Article 2

1. L'article 4, § 2, 3.1, alinéa 2, en projet, de l'arrêté royal du 24 mars 1997 précité, est rédigé comme suit :

"S'il n'est pas fait usage de ce formulaire, une copie du procès-verbal est adressée à l'auteur de l'infraction ou au titulaire de la marque d'immatriculation dans un délai de quatorze jours après la constatation de l'infraction."

L'article 5, § 2, 3.1, alinéa 2, en projet, de l'arrêté royal du 19 juillet 2000 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions en matière de transport par route (article 7 du projet) et l'article 7, 3.1, alinéa 2, en projet, de l'arrêté royal du 22 décembre 2003 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation des infractions relatives à la loi sur la police de la circulation routière et ses arrêtés d'exécution (article 14 du projet) contiennent une disposition identique.

La question de l'obligation d'adresser une copie du procès-verbal au contrevenant et celle du délai dans lequel cette copie doit lui être adressée sont réglées par les dispositions législatives qui procurent le fondement légal aux arrêtés royaux précités.

.../...

Il n'appartient donc pas au projet de régler ces questions.

Lorsqu'un agent qualifié n'utilise pas le formulaire prévu pour constater une infraction à ces différentes législations, la procédure sera poursuivie conformément à chacune de ces législations.

Ces dispositions seront omises.

2. L'article 4, § 2, 3.6, en projet, de l'arrêté royal du 24 mars 1997 précité (article 2, 2°, du projet) prévoit :

"3.6. Le volet C du formulaire remis à l'auteur de l'infraction est considéré pour l'application de l'article 62, alinéa 8 de la loi relative à la police de la circulation routière, comme copie du procès-verbal de constatation adressé à l'auteur de l'infraction."

Selon l'article 62, alinéa 1^{er}, de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968 :

"Les agents de l'autorité désignés par le Roi pour surveiller l'application de la présente loi et des arrêtés pris en exécution de celle-ci constatent les infractions par des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire."

L'article 62, alinéa 8, de la même loi dispose pour sa part :

"Une copie de ces procès-verbaux est adressée aux contrevenants dans un délai de quatorze jours à compter de la date de la constatation des infractions."

La section de législation du Conseil d'État n'aperçoit pas quelle est la disposition légale qui habilite l'auteur du texte à déroger à la double exigence de constatation des infractions par procès-verbal et de communication de ce procès-verbal, imposée par l'article 62, précité.

À défaut de fondement légal, l'article 4, § 2, 3.6, en projet, de l'arrêté royal du 24 mars 1997 précité, sera omis.

3. La même observation vaut pour les articles 7 et 14 du projet, respectivement l'article 5, § 2, 3.6, en projet, de l'arrêté royal du 19 juillet 2000 précité, et l'article 7, 3.6, en projet, de l'arrêté royal du 22 décembre 2003 précité.

Article 8

À l'article 8, 1^{er}, b), du projet (article 6, § 1^{er}, alinéa 4, en projet, de l'arrêté royal du 19 juillet 2000 précité), la section de législation du Conseil d'État se demande pour quelle raison il n'est pas fait référence - outre l'arrêté royal du 22 décembre 2003 précité - à l'arrêté royal du 24 mars 1997 précité ⁽¹⁾.

Article 18

L'article 18 du projet est rédigé comme suit :

"Le formulaire repris à l'annexe 2 de l'arrêté du 19 juillet 2000 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions en matière de transport par route, remplacé conformément à l'article 10, ne pourra plus être imprimé à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Toutefois, les exemplaires restants de ce formulaire pourront encore être utilisés après cette date. Dans ce cas :

- a) le volet C1 équivaudra au volet C du formulaire repris à l'annexe 1 au présent arrêté;
- b) le volet C2/C3 ne pourra plus être utilisé;
- c) la communication structurée sera reprise dans le cadre «SOMME À PAYER - MODALITES DE PAIEMENT» des volets A, B et C1."

⁽¹⁾ Sur le caractère unique de la somme forfaitaire destinée à garantir le paiement des frais de justice éventuels, il peut être renvoyé à l'arrêt de la Cour de Justice du 23 février 1997, Eckehard Pastoors et Trans Cap GmbH contre État belge, C-29/95.

Son commentaire précise dans le rapport au Roi :

"De manière à éviter le gaspillage, l'article 18 prévoit que les formulaires de perception immédiate qui ont été imprimés avant l'entrée en vigueur des présentes dispositions pourront encore être utilisées moyennant l'indication de certaines mentions.

Ces anciens formulaires ne pourront en tout cas plus être imprimés à partir de cette date."

L'alinéa 1^{er} étant une simple instruction matérielle donnée à l'administration, il n'a pas sa place dans le projet et doit donc être omis.

Pour concrétiser l'intention de l'auteur du projet, il conviendrait de revoir l'alinéa 2 pour y faire référence au formulaire repris à l'annexe 2 de l'arrêté royal du 19 juillet 2000 précité, tel que remplacé par l'arrêté royal du 22 décembre 2003, et non à ce formulaire "remplacé conformément à l'article 10 (du projet)"; cette dernière formulation renvoyant au nouveau modèle de formulaire en projet.

Article 19

La référence aux annexes 2 et 3 est incorrecte; le projet examiné ne comportant que deux annexes.

Article 21

Compte tenu de la date à laquelle est donné le présent avis, il appartient à l'auteur du projet de veiller à ce que, à dater de la publication de l'arrêté au Moniteur belge, les destinataires de celui-ci disposent pour en prendre connaissance d'un délai suffisant à l'instar de l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires.

Observation finale

L'auteur du projet veillera à vérifier l'exactitude des modifications apportées au texte en vigueur, par exemple, la suppression de la conjonction "et" à l'article 2, 1° à 4°, de l'arrêté royal du 19 juillet 2000 précité (article 6 du projet).

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	conseiller d'État, président,
	Ph. QUERTAINMONT,	conseillers d'État,
	P. VANDERNOOT,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

KV

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 39.919/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 21 februari 2006 door de Minister van Mobiliteit verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van de koninklijke besluiten van 24 maart 1997, 19 juli 2000 en 22 december 2003 betreffende de inning en de consignatie van een som bij de vaststelling van sommige overtredingen", heeft op 20 maart 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Aanhef

Tweede lid

De wet van 10 augustus 1960 houdende goedkeuring van het Europees Verdrag betreffende het internationaal vervoer van gevaarlijke goederen over de weg (ADR) en van de bijlagen, ondertekend op 30 september 1957, te Genève, geeft geen rechtsgrond aan het ontwerp.

Het tweede lid, waarin ernaar wordt verwezen, moet bijgevolg vervallen.

Vijfde lid (dat het vierde lid wordt)

In het vijfde lid (dat het vierde lid wordt) van de aanhef moet worden verwezen naar artikel 34 van de wet van 3 mei 1999 betreffende het vervoer van zaken over de weg, in plaats van artikel 32.

Zesde lid

Artikel 11 van het koninklijk besluit van 9 maart 2003 betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg, met uitzondering van ontplofbare en

radioactieve stoffen kan geen rechtsgrond verlenen aan het ontwerp en wordt er niet door gewijzigd.

Het zesde lid, waarin ernaar wordt verwezen, moet bijgevolg vervallen.

Dispositief

Artikel 1

1. Artikel 3 van het koninklijk besluit van 24 maart 1997 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken inzake het vervoer over de weg van gevaarlijke goederen, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen is gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 december 2001.

De inleidende zin moet dienovereenkomstig worden aangepast.

2. Het ontworpen artikel 3 bevat twee leden, waarvan het eerste onderverdeeld is in een 1° en een 2°. De gewijzigde tekst moet correct worden aangegeven.

Artikel 2

1. Het ontworpen artikel 4, § 2, 3.1, tweede lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 24 maart 1997 luidt als volgt :

"Indien hij geen gebruik maakt van dit formulier, wordt een afschrift van het proces-verbaal gestuurd naar de overtreder of naar de houder van de nummerplaat binnen een termijn van veertien dagen na de vaststelling van de overtreding."

Het ontworpen artikel 5, § 2, 3.1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 19 juli 2000 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken inzake het vervoer over de weg (artikel 7 van het ontwerp) en het ontworpen artikel 7, 3.1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 22 december 2003

.../...

betreffende de inning en de consignatie van een som bij de vaststelling van de overtredingen van de wet betreffende de politie over het wegverkeer en zijn uitvoeringsbesluiten (artikel 14 van het ontwerp) bevatten een identieke bepaling.

De aangelegenheden betreffende de verplichting om een afschrift van het proces-verbaal te zenden naar de overtreder en betreffende de termijn waarbinnen dat afschrift hem moet worden gestuurd, worden geregeld bij de wetsbepalingen die de rechtsgrond verlenen aan de voornoemde koninklijke besluiten.

Die aangelegenheden dienen dus niet te worden geregeld in het ontwerp.

Wanneer de bevoegde agent niet het voorgeschreven formulier gebruikt om een overtreding van die onderscheiden wetgevingen vast te stellen, wordt de procedure voortgezet overeenkomstig elk van die wetgevingen.

Die bepalingen dienen te vervallen.

2. Het ontworpen artikel 4, § 2, 3.6, van het voornoemde koninklijk besluit van 24 maart 1997 (artikel 2, 2°, van het ontwerp) bepaalt :

"3.6. Met het oog op de toepassing van artikel 62, achtste lid, van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, wordt de strook C van het formulier dat aan de overtreder wordt overhandigd beschouwd als het aan de overtreder gezonden afschrift van het proces-verbaal van vaststelling."

Artikel 62, eerste lid, van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, schrijft voor :

"De overheidspersonen die door de Koning worden aangewezen om toezicht te houden op de naleving van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten, stellen de overtredingen vast door processen-verbaal die bewijskracht hebben zolang het tegendeel niet is bewezen."

Het achtste lid van artikel 62 van diezelfde wet bepaalt zijnerzijds :

"Een afschrift van die processen-verbaal wordt aan de overtreder gezonden binnen een termijn van veertien dagen, te rekenen van de datum van vaststelling van de misdrijven."

.../...

De afdeling wetgeving van de Raad van State ziet niet in welke wetsbepaling de steller van de tekst ertoe machtigt af te wijken van het dubbele vereiste, opgelegd bij het voornoemde artikel 62, dat de overtredingen bij proces-verbaal moeten worden vastgesteld en dat dat proces-verbaal moet worden meegedeeld.

Bij ontstentenis van rechtsgrond moet het ontworpen artikel 4, § 2, 3.6, van het voornoemde koninklijk besluit van 24 maart 1997 vervallen.

3. Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 7 en 14 van het ontwerp, respectievelijk het ontworpen artikel 5, § 2, 3.6, van het voornoemde koninklijk besluit van 19 juli 2000 en het ontworpen artikel 7, 3.6, van het voornoemde koninklijk besluit van 22 december 2003.

Artikel 8

De afdeling wetgeving van de Raad van State vraagt zich af waarom in artikel 8, 1°, b, van het ontwerp (ontworpen artikel 6, § 1, vierde lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 19 juli 2000) niet wordt verwezen, benevens het voornoemde koninklijk besluit van 22 december 2003, naar het voornoemde koninklijk besluit van 24 maart 1997 ⁽¹⁾.

Artikel 18

Artikel 18 van het ontwerp luidt als volgt :

"Het formulier opgenomen als bijlage 2 bij het koninklijk besluit van 19 juli 2000 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken inzake het vervoer over de weg, vervangen overeenkomstig artikel 10, mag niet meer gedrukt worden vanaf de datum van de inwerkingtreding van dit besluit.

⁽¹⁾ Inzake het feit dat de forfaitaire som bestemd als waarborg voor de betaling van eventuele gerechtskosten slechts eenmaal kan worden gevorderd, kan worden verwezen naar het arrest van het Hof van Justitie van 23 februari 1997, in zake Eckehard Pastoors en Trans Cap GmbH tegen de Belgische Staat, C-29/95.

Niettemin kunnen de overblijvende exemplaren van dit formulier verder gebruikt worden na deze datum. In dat geval zal :

- a) de strook C 1 waarde hebben van strook C van het formulier opgenomen als bijlage 1 bij dit besluit;
- b) de strook C2/C3 niet meer gebruikt worden;
- c) de gestructureerde mededeling worden hernomen in het vak «VERSCHULDIGDE SOM - BETAALMIDDEL» van de stroken A, B en Cl."

In het verslag aan de Koning staat daaromtrent het volgende te lezen :

"Om verspilling te vermijden voorziet artikel 18 dat de formulieren van onmiddellijke inning, die vóór de inwerkingtreding van voorliggende bepalingen werden gedrukt, nog kunnen gebruikt worden mits de indicatie van bepaalde vermeldingen.

In elk geval zullen de oude formulieren vanaf die datum niet meer kunnen worden gedrukt."

Het eerste lid is louter een materiële onderrichting ten behoeve van de administratie; het hoort niet thuis in het ontwerp en dient bijgevolg te vervallen.

Teneinde de bedoeling van de steller van het ontwerp te concretiseren moet het tweede lid worden herzien, waarbij daarin wordt verwezen naar het formulier vervat in bijlage 2 bij het voornoemde koninklijk besluit van 19 juli 2000, zoals het is vervangen bij het koninklijk besluit van 22 december 2003, doch niet naar het formulier "vervangen overeenkomstig artikel 10" van het ontwerp; deze laatste formulering verwijst immers naar het nieuw ontworpen model van formulier.

Artikel 19

De verwijzing naar de bijlagen 2 en 3 is onjuist; het voorliggende ontwerp bevat immers slechts twee bijlagen.

Artikel 21

Gelet op de datum waarop dit advies wordt verstrekt, moet de steller van het ontwerp ervoor zorgen dat de adressaten ervan vanaf de datum van bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad over voldoende tijd beschikken om kennis ervan te nemen, naar het voorbeeld van artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen.

Slotopmerking

De steller van het ontwerp moet de juistheid nagaan van de wijzigingen die worden aangebracht in de vigerende tekst; zo behoort er bijvoorbeeld op gewezen te worden dat in artikel 2, 1° tot 4°, van het voornoemde koninklijk besluit van 19 juli 2000 ook het voegwoord "en" dient te vervallen (artikel 6 van het ontwerp).

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	staatsraad, voorzitter,
	Ph. QUERTAINMONT,	staatsraden,
	P. VANDERNOOT,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

P. LIÉNARDY